

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203259]

23 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution, en ce qui concerne les mesures prévues en matière de certification, du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert de produits liés à la défense, articles 10, 11 et 27;

Vu l'avis n° 52.888/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 mars 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté.

§ 2. Le présent arrêté tend à exécuter les dispositions du décret du 21 juin 2012 relatives à la certification des entreprises destinataires de produits liés à la défense, ayant leur siège social sur le territoire de la Région wallonne, au titre de licences générales de transfert publiées par d'autres Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, ci-après dénommés « Etats membres ».

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense;

2^o le Ministre : le Ministre qui a dans ses attributions l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage;

3^o le certificat : le document visé à l'article 10 du décret;

4^o l'entreprise destinataire certifiée : l'entreprise destinataire titulaire d'un certificat;

5^o l'administrateur : l'administrateur visé à l'article 10, alinéa 2, troisième tiret, du décret : il s'agit de l'administrateur délégué ou, à défaut, d'un membre de la direction responsable, au sein de l'entreprise destinataire, des transferts et exportations des produits liés à la défense;

6^o le fonctionnaire délégué : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, à savoir le directeur général, l'inspecteur général, le directeur, le premier attaché ou l'attaché de l'administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visées aux articles 4 et 5 dudit arrêté.

Art. 3. Le Ministre peut certifier les entreprises destinataires, pour autant qu'elles soient des fabricants d'armes agréés visés à l'article 27, § 3, de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

Art. 4. L'entreprise destinataire introduit une demande de certificat auprès de l'administration au moyen d'un formulaire-type. Cette demande est accompagnée :

1^o d'une description de l'activité industrielle de l'entreprise destinataire;

2^o des engagements visés à l'article 10, alinéa 2, quatrième et cinquième tirets, du décret;

3^o de la description du programme interne de conformité visé à l'article 10, alinéa 2, sixième tiret, du décret;

4^o de l'engagement, signé par l'administrateur, d'utiliser les produits liés à la défense reçus au titre des licences générales publiées par les autres Etats membres pour sa propre activité, ainsi que de ne pas transférer ou exporter les produits concernés en tant que tels, sauf à des fins d'entretien ou de réparation, lorsque l'autorisation préalable d'un Etat membre d'origine est requise;

5^o de l'engagement, signé par l'administrateur, de tenir des registres détaillés et complets des transferts de produits liés à la défense effectués et reçus par l'entreprise destinataire, conformément à l'article 12, § 3, du décret.

Art. 5. Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande de certificat, l'administration adresse à l'entreprise destinataire, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à fournir les éléments manquants dans les trente jours de la réception de cet avis.

Si ces éléments n'ont pas été transmis dans les trente jours, l'administration avise l'entreprise destinataire du fait qu'elle dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification visée à l'alinéa 1^{er} pour fournir les éléments sollicités. Passé ce délai, si l'entreprise destinataire n'a pas complété son dossier, l'administration peut classer le dossier sans suite et, le cas échéant, notifier ce classement à l'entreprise destinataire.

Art. 6. Préalablement à l'envoi du dossier visé à l'article 4 du présent arrêté au Ministre, l'administration vérifie la mise en œuvre effective du programme interne de conformité par l'entreprise destinataire.

Art. 7. Lorsque le dossier visé à l'article 4 du présent arrêté est complet, il est transmis par l'administration au Ministre.

Après l'évaluation du dossier sur base de critères visés l'article 10, alinéa 2, du décret, le Ministre peut délivrer un certificat, dont le modèle figure à l'annexe, à l'entreprise destinataire.

Le Ministre peut déterminer des conditions spécifiques afférentes à l'utilisation du certificat, pour des raisons de sécurité et d'ordre public.

L'administration notifie à l'entreprise destinataire la décision d'octroi ou de refus du certificat. En cas de refus, l'entreprise destinataire est informée des dispositions à prendre en cas d'introduction d'une nouvelle demande.

Art. 8. La durée de validité du certificat est de cinq ans.

Art. 9. L'entreprise destinataire certifiée notifie à l'administration tout élément intervenu après la délivrance du certificat qui pourrait être de nature à influencer la validité ou le contenu du certificat. Elle doit en particulier notifier :

1^o tout changement concernant l'identité de l'administrateur;

2^o tout changement significatif intervenu au sein de l'entreprise, notamment dans la composition ou le mode de fonctionnement de ses organes de gestion ou dans ses activités industrielles;

3^o tout changement de l'adresse à laquelle les registres visés à l'article 4, 5^o, du présent arrêté peuvent être consultés par l'administration.

Art. 10. L'administration vérifie, tous les trois ans à dater de la délivrance du certificat, la conformité de l'entreprise destinataire certifiée par rapport aux conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté et aux critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret.

A cette fin, l'administration peut :

1° demander toute information nécessaire à l'administrateur;

2° accéder aux locaux de l'entreprise destinataire certifiée;

3° vérifier et prendre copie des registres, données, règlement d'ordre intérieur et de toute autre documentation relative aux transferts et aux exportations des produits liés à la défense exportés, transférés ou reçus au titre d'une licence de transfert d'un autre Etat membre.

Art. 11. L'administration procède également à une réévaluation de la conformité de l'entreprise destinataire certifiée par rapport aux conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté et aux critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret ainsi qu'au contrôle du respect des obligations qui lui incombent si :

1° des changements significatifs sont intervenus dans l'entreprise destinataire certifiée, notamment dans la composition ou le mode de fonctionnement de ses organes de gestion ou dans ses activités industrielles;

2° il y a un risque que les conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté ou les critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret ne soient plus remplis par l'entreprise destinataire certifiée.

Art. 12. L'administration peut demander auprès de toute autre autorité les informations nécessaires au contrôle d'une entreprise destinataire en vue de la délivrance d'un certificat ou d'un contrôle ultérieur de l'entreprise destinataire certifiée.

Art. 13. L'administration peut, dans un délai maximal de trente jours à dater de la première constatation du non-respect d'un ou plusieurs des critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret ainsi que d'une ou plusieurs conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté imposer à l'entreprise destinataire certifiée qu'elle prenne des mesures correctrices lorsque :

1° l'entreprise destinataire certifiée ne remplit plus un ou plusieurs des critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret ou une ou plusieurs conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté;

2° l'administration estime que le non-respect est de minime importance.

L'administration notifie à l'entreprise destinataire certifiée les mesures correctrices qui doivent être prises dans le délai qu'elle fixe et qui est de trente jours au minimum et de cent quatre-vingt jours au maximum; lorsque l'entreprise concernée le demande, elle est entendue par l'administration avant la fin du délai requis pour prendre les mesures correctrices.

A l'expiration de ce délai, l'administration vérifie la bonne mise en œuvre des mesures correctrices.

Dans un délai de trente jours à dater de la vérification, l'administration notifie à l'entreprise destinataire certifiée le résultat de l'évaluation des mesures correctrices apportées.

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre peut suspendre le certificat dans les cas suivants :

1° l'entreprise destinataire certifiée n'a pas pris les mesures correctrices dans le délai fixé dans la notification écrite visée à l'article 13, alinéa 2, du présent arrêté ou celles-ci sont jugées insuffisantes par l'administration;

2° l'entreprise destinataire certifiée ne remplit plus un ou plusieurs des critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret ou une ou plusieurs conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté et l'administration estime que le non-respect n'est pas de minime importance.

L'administration notifie par envoi recommandé ou par tout autre moyen équivalent à l'entreprise destinataire certifiée la décision de suspension du Ministre qui fixe un délai de trente jours au minimum à cent quatre-vingt jours maximum dans lequel l'entreprise destinataire certifiée doit prouver sa mise en conformité.

La décision de suspension produit ses effets à dater de la notification par l'administration de la décision du Ministre.

A l'expiration du délai fixé dans la décision de suspension ou lorsque l'entreprise destinataire certifiée lui a communiqué des éléments qui, selon elle, établissent sa mise en conformité, l'administration vérifie si l'entreprise destinataire certifiée dont le certificat a été suspendu se conforme aux critères visés à l'article 10, alinéa 2, du décret et aux conditions d'utilisation du certificat déterminées en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté. Si les mesures prises par l'entreprise destinataire certifiée dont le certificat a été suspendu sont insuffisantes ou n'ont pas été mises en œuvre dans le délai prescrit, le Ministre retire le certificat.

§ 2. Sur décision du Ministre, l'administration notifie par envoi recommandé ou par tout autre moyen équivalent à l'entreprise destinataire certifiée une nouvelle décision indiquant :

1° que la suspension du certificat est levée, et la date à laquelle cette décision prend effet;

2° que la suspension est maintenue jusqu'à une date déterminée, à laquelle une nouvelle vérification sera effectuée;

3° que le certificat est retiré.

Art. 15. La période transitoire visée à l'article 27 du décret se termine cent quatre-vingt jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Les délais prévus dans le présent arrêté sont comptés comme suit : le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.




Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 17. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ANNEXE : Modèle de certificat

 Wallonie	 SPW Service public de Wallonie	 DGO 6
DIRECTION DES LICENCES D'ARMES		
CERTIFICAT Délivré conformément à la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté		
Certificat n° AA/.....		
L'entreprise destinataire (nom de l'entreprise destinataire) Enregistrée sous le n° (numéro BCE) Située à (adresse du siège social, rue, numéro, code postal, ville) satisfait aux exigences de l'article 9, § 2, de la Directive 2009/43/CE conformément aux articles 10 et 11 du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense. L'entreprise destinataire certifiée et ses unités de production énumérées ci-dessous sont autorisées à recevoir des produits liés à la défense pour leur propre activité et à des fins d'entretien ou de réparation au titre des licences générales de transfert publiées par d'autres États membres de l'Union européenne. Adresse des unités de production.....		
Le présent certificat autorise la réception de produits liés à la défense figurant sur la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, à l'exception des catégories suivantes :		
Les conditions spécifiques applicables au présent certificat sont :		
Le présent certificat est valable du..... jusqu'au (date d'entrée en application) (date d'expiration)		
Délivré à NAMUR..... (lieu)		
Le (date de délivrance)		
Signature :		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2013 portant exécution des mesures prévues en matière de certification, du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense.

Namur, le 23 mai 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203259]

23. MAI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern, was die hinsichtlich der Zertifizierung vorgesehenen Maßnahmen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern, Artikel 10, 11 und 27;

Aufgrund des am 13. März 2013 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.888/4;

Aufgrund der Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern teilweise umgesetzt.

§ 2. Durch vorliegenden Erlass wird die Durchführung der Bestimmungen des Dekrets vom 21. Juni 2012 angestrebt, die die Zertifizierung der auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässigen Unternehmen betreffen, die im Rahmen von allgemeinen Verbringungslizenzen, die von anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums, nachstehend "Mitgliedstaaten" genannt, veröffentlicht wurden, Verteidigungsgüter beziehen.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o das Dekret: das Dekret vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern;

2^o der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck gehören;

3^o das Zertifikat: das in Artikel 10 des Dekrets genannte Dokument;

4^o das zertifizierte Empfängerunternehmen: das Empfängerunternehmen, das über ein Zertifikat verfügt;

5^o der Verwalter: der in Artikel 10, Absatz 2, dritter Strich des Dekrets genannte verantwortliche Verwalter: es handelt sich um das geschäftsführende Verwaltungsratsmitglied oder, wenn es kein geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied gibt, um das Führungsmitglied, das innerhalb des Empfängerunternehmens für die Verbringung und Ausfuhr von Verteidigungsgütern verantwortlich ist;

6^o der beauftragte Beamte: einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Beamten, d.h. der Generaldirektor, der Generalinspektor, der Direktor, der erste Attaché oder der Attaché der Verwaltung, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 4 und 5 des besagten Erlasses.

Art. 3 - Der Minister ist berechtigt, die Empfängerunternehmen zu zertifizieren, unter der Voraussetzung, dass es sich um zugelassene Waffenhersteller handelt im Sinne von Art. 27, § 3 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen.

Art. 4 - Das Empfängerunternehmen reicht einen Antrag auf ein Zertifikat anhand eines Musterformulars bei der Verwaltung ein. Diesem Antrag werden folgende Unterlagen beigelegt:

1^o eine Beschreibung der industriellen Tätigkeit des Empfängerunternehmens;

2^o die in Artikel 10, Abs. 2, vierter und fünfter Gedankenstrich des Dekrets genannten Verpflichtungserklärungen;

3^o die in Artikel 10, Abs. 2, sechster Gedankenstrich des Dekrets genannte Beschreibung des internen Konformitätsprogramms zur Einhaltung der Ausfuhrkontrollverfahren oder des Ausfuhrverwaltungssystems;

4^o die vom Verwalter unterzeichnete Verpflichtung, die im Rahmen der von den anderen Mitgliedstaaten veröffentlichten allgemeinen Lizenzen empfangenen Verteidigungsgüter für seine eigene Aktivität zu benutzen, und die betreffenden Güter als solche nicht wieder selbstständig zu verbringen oder auszuführen, es sei denn zum Zwecke der Wartung oder Reparatur, wenn die vorherige Genehmigung eines Ursprungsmitgliedstaates erforderlich ist;

5^o die vom Verwalter unterzeichnete Verpflichtung, detaillierte und vollständige Register der Verbringungen von Verteidigungsgütern zu führen, die von dem Empfängerunternehmen durchgeführt und empfangen wurden, in Übereinstimmung mit Artikel 12, § 3 des Dekrets.

Art. 5 - Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf ein Zertifikat übermittelt die Verwaltung dem Empfängerunternehmen entweder eine Empfangsbescheinigung, in der angegeben wird, dass die Akte vollständig ist, oder einen Bescheid, in dem sie es auffordert, die fehlenden Angaben innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang dieses Bescheids mitzuteilen.

Wenn diese Angaben binnen dreißig Tagen nicht übermittelt worden sind, unterrichtet die Verwaltung das Empfängerunternehmen über die Tatsache, dass es über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem in Abs. 1 genannten Bescheid verfügt, um die beantragten Angaben zu übermitteln. Wenn das Empfängerunternehmen nach Ablauf dieser Frist seine Akte nicht vervollständigt hat, kann die Verwaltung die Akte ohne weitere Bearbeitung klassieren, und ggf. das Empfängerunternehmen darüber informieren.

Art. 6 - Bevor die in Artikel 4 vorliegenden Erlasses genannte Akte dem Minister zugesandt wird, prüft die Verwaltung die effektive Durchführung des internen Konformitätsprogramms durch das Empfängerunternehmen.

Art. 7 - Wenn die in Artikel 4 vorliegenden Erlasses genannte Akte vollständig ist, übermittelt die Verwaltung sie dem Minister.

Nach Bewertung der Akte aufgrund der in Artikel 10, Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien kann der Minister dem Empfängerunternehmen ein Zertifikat ausstellen, dessen Muster in der Anlage steht.

Aus Gründen der Sicherheit und der öffentlichen Ordnung kann der Minister spezifische Bedingungen betreffend die Benutzung des Zertifikats festlegen.

Die Verwaltung stellt dem Empfängerunternehmen den Beschluss zur Erteilung oder Ablehnung des Zertifikats zu. Wurde das Zertifikat abgelehnt, so wird das Empfängerunternehmen über die Maßnahmen unterrichtet, die im Falle der Einreichung eines neuen Antrags zu treffen sind.

Art. 8 - Das Zertifikat hat eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren.

Art. 9 - Das zertifizierte Empfängerunternehmen unterrichtet die Verwaltung über jedes nach der Ausstellung des Zertifikats stattgefundenere Ereignis, das die Gültigkeit oder den Inhalt des Zertifikats beeinflussen könnte. Es muss insbesondere folgende Änderungen mitteilen:

1° jede Änderung betreffend die Identität des Verwalters;

2° jede bedeutende Änderung innerhalb des Unternehmens, insbesondere was die Zusammensetzung oder die Funktionsweise seiner Führungsorgane oder seine industrielle Aktivität betrifft;

3° jede Änderung der Anschrift, wo die in Artikel 4 5° vorliegenden Erlasses genannten Register von der Verwaltung eingesehen werden können.

Art. 10 - Die Verwaltung prüft alle drei Jahre ab der Ausstellung des Zertifikats, ob das zertifizierte Empfängerunternehmen die kraft Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses bestimmten Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats sowie die in Artikel 10 Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien einhält.

Zu diesem Zweck kann die Verwaltung:

1° von dem Verwalter alle erforderlichen Informationen verlangen;

2° zu den Räumlichkeiten des zertifizierten Empfängerunternehmens Zugang haben;

3° die Register, Daten, allgemeine Dienstordnung und alle sonstigen Dokumentationsunterlagen betreffend die Verbringung und Ausfuhr von Verteidigungsgütern, die ausgeführt, verbracht oder im Rahmen einer Verbringungslicenz aus einem anderen Mitgliedstaat empfangen wurden, prüfen und eine Kopie davon machen.

Art. 11 - Die Verwaltung nimmt ebenfalls eine Neubewertung der Konformität des zertifizierten Empfängerunternehmens unter Berücksichtigung der kraft Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses bestimmten Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats sowie der in Artikel 10 Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien vor. Sie prüft ebenfalls, ob es die ihm obliegenden Verpflichtungen beachtet, wenn:

1° innerhalb des zertifizierten Empfängerunternehmens bedeutende Änderungen stattgefunden haben, insbesondere was die Zusammensetzung oder die Funktionsweise seiner Führungsorgane oder seine industrielle Aktivität betrifft;

2° ein Risiko besteht, dass das zertifizierte Empfängerunternehmen die kraft Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses bestimmten Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats oder die in Artikel 10 Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien nicht mehr erfüllt.

Art. 12 - Die Verwaltung ist berechtigt, bei jeder Behörde die Informationen zu beantragen, die für die Kontrolle eines Empfängerbetriebes zwecks der Ausstellung eines Zertifikats oder eine spätere Kontrolle des zertifizierten Empfängerbetriebs nötig sind.

Art. 13 - Binnen einer Höchstfrist von dreißig Tagen ab der ersten Feststellung der Nichteinhaltung eines oder mehrerer der in Artikel 10 Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien sowie einer oder mehrerer Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats gemäß Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses kann die Verwaltung verlangen, dass das zertifizierte Empfängerunternehmen Verbesserungsmaßnahmen trifft, wenn:

1° das zertifizierte Empfängerunternehmen eines oder mehrere der in Artikel 10 Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien oder eine oder mehrere Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats kraft Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses nicht mehr erfüllt;

2° die Verwaltung der Ansicht ist, die diese Nichteinhaltung eine geringe Bedeutung hat.

Die Verwaltung teilt dem Empfängerunternehmen mit, welche Korrekturmaßnahmen es binnen der von ihr bestimmten Frist, die mindestens dreißig und höchstens hundertachtzig Tage beträgt, vorzunehmen hat; wenn das betreffende Unternehmen es beantragt, kann es vor dem Ablauf der Frist zur Durchführung der Korrekturmaßnahmen von der Verwaltung angehört werden.

Am Ablauf dieser Frist prüft die Verwaltung die Durchführung der Korrekturmaßnahmen.

Binnen einer Frist von dreißig Tagen ab der Prüfung stellt die Verwaltung dem zertifizierten Empfängerunternehmen das Ergebnis der Bewertung der eingeführten Korrekturmaßnahmen zu.

Art. 14 - § 1 - Der Minister kann das Zertifikat in folgenden Fällen aufheben:

1° das Empfängerunternehmen hat die Verbesserungsmaßnahmen binnen der Frist, die in der in Art. 13 Abs. 2 vorliegenden Erlasses genannten schriftlichen Mitteilung festgelegt wurde, nicht getroffen, oder diese Maßnahmen werden von der Verwaltung als unzureichend bewertet;

2° das zertifizierte Empfängerunternehmen erfüllt nicht mehr eines oder mehrere der in Artikel 10, Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien oder eine oder mehrere Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats kraft Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses und die Verwaltung ist der Ansicht, dass die Nichteinhaltung keine geringe Bedeutung hat.

Die Verwaltung stellt dem zertifizierten Empfängerunternehmen per Einschreiben oder jedes sonstige gleichwertige Mittel den Aufhebungsbeschluss des Ministers zu, in dem eine Frist von mindestens dreißig und höchstens hundertachtzig Tagen festgelegt wird, innerhalb deren das zertifizierte Empfängerunternehmen zu beweisen hat, der es den Auflagen genügt.

Der Aufhebungsbeschluss wird ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers durch die Verwaltung wirksam.

Am Ablauf der im Aufhebungsbeschluss festgelegten Frist oder wenn das zertifizierte Empfängerunternehmen der Verwaltung Angaben mitgeteilt hat, die ihrer Ansicht nach beweisen, dass es nun den Auflagen genügt, prüft die Verwaltung, ob das zertifizierte Empfängerunternehmen, dessen Zertifikat aufgehoben wurde, die in Artikel 10 Abs. 2 des Dekrets genannten Kriterien und die kraft Artikel 7 Abs. 3 vorliegenden Erlasses bestimmten Bedingungen für die Benutzung des Zertifikats einhält. Wenn die Maßnahmen, die das zertifizierte Empfängerunternehmen, dessen Zertifikat aufgehoben wurde, getroffen hat, unzureichend sind, oder wenn sie binnen der vorgeschriebenen Frist nicht eingeleitet worden sind, entzieht der Minister das Zertifikat.

§ 2 - Auf Beschluss des Ministers stellt die Verwaltung dem zertifizierten Empfängerunternehmen per Einschreiben oder jedes sonstige gleichwertige Mittel einen neuen Beschluss zu, in dem angegeben wird,

1° dass die Aufhebung des Zertifikats abgesagt wird, wobei das Datum, an dem dieser Beschluss wirksam wird, mitgeteilt wird;

2° dass die Aufhebung bis auf ein bestimmtes Datum, an dem eine neue Prüfung stattfinden wird, aufrechterhalten wird;

3° dass das Zertifikat entzogen wird.

Art. 15 - Der Übergangszeitraum nach Art. 27 des Dekrets endet hundertachtzig Tage nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses.

Art. 16 - Die in vorliegendem Erlass genannten Fristen werden wie folgt berechnet: der Tag der Amtshandlung, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht mit eingeschlossen. Der Tag, an dem die Frist abläuft, ist in der Frist eingeschlossen.




Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. 17 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Mai 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

ANLAGE: Muster für das Zertifikat

 Wallonie	 Service public de Wallonie	 DGO 6
DIREKTION DER WAFFENLIZENZEN		
ZERTIFIKAT Ausgestellt im Übereinstimmung mit der Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern		
Zertifikat Nr. AA/.....		
Das Empfängerunternehmen (Name des Empfängerunternehmens) Registriert unter der Nr. (EZB-Nr.) Gelegen in (Anschrift des Gesellschaftssitzes, Straße, Nummer, PLZ, Gemeinde) genügt den Auflagen nach Artikel 9 §2 der Richtlinie 2009/43/EG in Übereinstimmung mit den Artikeln 10 und 11 des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern. Das zertifizierte Empfängerunternehmen und seine nachstehend aufgelisteten Produktionseinheiten werden dazu ermächtigt, im Rahmen von allgemeinen Verbringungslicenzen, die von anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union veröffentlicht wurden, Verteidigungsgüter für ihre eigene Aktivität und zum Zwecke der Wartung oder Reparatur zu empfangen. Anschrift der Produktionseinheiten.....		
Durch vorliegendes Zertifikat wird der Empfang von Verteidigungsgütern genehmigt, die auf der Gemeinsamen Militärgüterliste der Europäischen Union stehen, mit Ausnahme folgender Kategorien:		
Die auf vorliegendes Zertifikat anwendbaren, spezifischen Bedingungen sind:		
Vorliegendes Zertifikat ist gültig vom bis zum (Datum des Wirksamwerdens) (Ablaufdatum)		
Ausgestellt in NAMUR..... (Ort)		
Am (Datum der Ausstellung)		
Unterschrift:		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern, was die hinsichtlich der Zertifizierung vorgesehenen Maßnahmen betrifft, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Mai 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203259]

23 MEI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten, wat de voorziene certificeringsmaatregelen betreft (1)

De Waalse regering,

Gelet op het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten, artikelen 10, 11 en 27;

Gelet op het advies nr. 52.888/4 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

§ 2. Dit besluit beoogt de uitvoering van de bepalingen van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de certificering van de ondernemingen die afnemer zijn van defensiegerelateerde producten en waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, in het kader van algemene overdrachtsvergunningen bekendgemaakt door andere lidstaten van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte, hierna « lidstaten » genoemd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het decreet : het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten;

2^o de Minister : de Minister bevoegd voor de invoer, uitvoer, doorvoer van wapens en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie alsook van producten en technologieën voor dubbel gebruik;

3^o het certificaat : het document bedoeld in artikel 10 van het decreet;

4^o gecertificeerd afnemend bedrijf : afnemend bedrijf dat over een certificaat beschikt;

5^o de bestuurder : de bestuurder bedoeld in artikel 10, tweede lid, derde streepje, van het decreet; het gaat om de afgevaardigd bestuurder of, bij ontstentenis, van een lid van de directie dat binnen het afnemend bedrijf verantwoordelijk is voor de overdrachten en de uitvoer van defensiegerelateerde producten;

6^o de gemachtigd ambtenaar : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, namelijk de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of de attaché van het bestuur, waarbij rekening wordt gehouden met de afwezigheids- of verhinderingsregels bedoeld in de artikelen 4 en 5 van dat besluit.

Art. 3. De Minister kan de afnemende bedrijven certificeren voor zover ze erkende wapenfabrikanten zijn zoals bedoeld in artikel 27, § 3, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

Art. 4. Het afnemend bedrijf richt een certificaataanvraag aan de administratie d.m.v. een type-formulier. Die aanvraag gaat vergezeld van :

1^o omschrijving van de industriële activiteit van het afnemend bedrijf;

2^o de verbintenissen bedoeld in artikel 10, tweede lid 2, vierde en vijfde streepje, van het decreet;

3^o de omschrijving van het interne overeenstemmingsprogramma bedoeld in artikel 10, tweede lid, zesde streepje, van het decreet;

4^o de verbintenis, ondertekend door de bestuurder, waarbij de defensiegerelateerde producten ontvangen in het kader van de algemene vergunningen die door de overige lidstaten bekendgemaakt werden voor zijn eigen activiteit gebruikt zullen worden en waarbij de bedoelde producten niet als dusdanig overgedragen of uitgevoerd zullen worden, behalve voor onderhouds- of hersteldoeleinden, wanneer de voorafgaande toestemming van een Lidstaat van herkomst vereist wordt;

5^o de verbintenis, ondertekend door de bestuurder, gedetailleerde en volledige registers bij te houden van de overdrachten van defensiegerelateerde producten verricht en ontvangen door het afnemend bedrijf, overeenkomstig artikel 12, § 3, van het decreet.

Art. 5. Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de certificaataanvraag bezorgt de administratie het afnemend bedrijf ofwel een bericht van ontvangst waarin vermeld wordt dat het dossier volledig is, ofwel een bericht waarin het verzocht wordt de ontbrekende elementen te verstrekken binnen dertig dagen na ontvangst van dat bericht.

Als die elementen niet binnen dertig dagen overgemaakt worden, deelt de administratie het afnemend bedrijf mede dat het met ingang van de kennisgeving bedoeld in het eerste lid over een termijn van vijftien dagen beschikt om de gevraagde elementen te verstrekken. Na afloop van die termijn kan de administratie, als het afnemend bedrijf zijn dossier niet heeft aangevuld, het dossier zonder gevolg rangschikken. In voorkomend geval geeft ze het afnemend bedrijf kennis van die rangschikking.

Art. 6. Alvorens het in artikel 4 van dit besluit bedoelde dossier aan de Minister te sturen, gaat de administratie na of het interne overeenstemmingsprogramma daadwerkelijk is uitgevoerd door het afnemend bedrijf.

Art. 7. Als het dossier bedoeld in artikel 4 van dit besluit volledig is, wordt het door de administratie aan de Minister overgemaakt.

Na de beoordeling van het dossier op basis van criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het decreet, kan de Minister aan het afnemend bedrijf een certificaat afleveren waarvan het model in bijlage opgenomen is.

De Minister kan om redenen van openbare veiligheid of openbare orde specifieke voorwaarden stellen i.v.m. het gebruik van het certificaat.

De administratie geeft het afnemend bedrijf kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van het certificaat. In geval van weigering wordt het afnemend bedrijf in kennis gesteld van de maatregelen die genomen moeten worden voor de indiening van een nieuwe aanvraag.

Art. 8. Het certificaat heeft een geldigheidsduur van vijf jaar.

Art. 9. Het gecertificeerde afnemend bedrijf geeft de administratie kennis van elk element dat zich na de aflevering van het certificaat voordoet en dat de geldigheid of de inhoud ervan zou kunnen beïnvloeden. Ze moet meer bepaald kennis geven van :

1° elke wijziging betreffende de identiteit van de bestuurder;

2° elke noemenswaardige wijziging binnen het bedrijf, met name wat betreft de samenstelling of de werkwijze van zijn beheersorganen of zijn industriële activiteiten;

3° elke verandering van het adres waarop de administratie inzage kan nemen van de registers bedoeld in artikel 4, 5°, van dit besluit.

Art. 10. De administratie controleert om de drie jaar, te rekenen van de datum van afgifte van het certificaat, of het gecertificeerde afnemend bedrijf voldoet aan de voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit en aan de criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het decreet.

Daartoe kan de administratie :

1° de bestuurder verzoeken om alle nodige informatie;

2° de lokalen van het gecertificeerde afnemend bedrijf betreden;

3° controle voeren op en een afschrift nemen van de registers, de gegevens, het huishoudelijk reglement en elke andere documentatie betreffende de overdrachten en uitvoeren van defensiegerelateerde producten uitgevoerd, overgedragen of ontvangen in het kader van een overdrachtsvergunning van een andere Lidstaat.

Art. 11. De administratie revalueert ook de conformiteit van het gecertificeerde afnemend bedrijf t.o.v. de voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit en van de criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het decreet. Ze gaat ook na of het voldoet aan de verplichtingen die hem opgelegd worden als :

1° zich noemenswaardige wijzigingen binnen het gecertificeerde afnemend bedrijf hebben voorgedaan, met name wat betreft de samenstelling of de werkwijze van zijn beheersorganen of zijn industriële activiteiten;

2° er een risico bestaat dat het gecertificeerde afnemend bedrijf niet meer voldoet aan de voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit of aan de criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het decreet.

Art. 12. De administratie kan elke andere autoriteit verzoeken om de informatie die nodig is voor de controle op een afnemend bedrijf met het oog op de afgifte van een certificaat of op een latere controle op het gecertificeerde afnemend bedrijf.

Art. 13. De administratie kan binnen een maximumtermijn van dertig dagen, te rekenen van de datum waarop is vastgesteld dat er niet voldaan wordt aan één of meer criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van dit besluit of aan één of meer voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit, van het gecertificeerde afnemend bedrijf verlangen dat het verbeteringsmaatregelen treft wanneer :

1° het niet meer voldoet aan één of meer criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van dit besluit of aan één of meer voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit;

2° ze acht dat de niet-naleving van minimaal belang is.

De administratie geeft het gecertificeerde afnemend bedrijf kennis van de verbeteringsmaatregelen die binnen de door haar voorgeschreven termijn (minimum 30 en maximum 180 dagen) genomen moeten worden; het betrokken bedrijf wordt op verzoek door de administratie gehoord voor het einde van de termijn voorgeschreven om de verbeteringsmaatregelen te nemen.

Na afloop van die termijn gaat de administratie na of de verbeteringsmaatregelen behoorlijk uitgevoerd werden.

Binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van de controle, geeft de administratie het gecertificeerde afnemend bedrijf kennis van het resultaat van de beoordeling van de genomen verbeteringsmaatregelen.

Art. 14. § 1. De Minister kan het certificaat schorsen in de volgende gevallen :

1° het gecertificeerde afnemend bedrijf heeft de verbeteringsmaatregelen niet genomen binnen de termijn voorgeschreven in de schriftelijke kennisgeving bedoeld in artikel 13, tweede lid, van dit besluit of die maatregelen worden onvoldoende geacht door de administratie;

2° het gecertificeerde afnemend bedrijf voldoet niet meer aan één of meer criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van dit besluit of aan één of meer voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit en de administratie acht dat de niet-naleving niet van minimaal belang is.

De administratie geeft het gecertificeerde afnemend bedrijf bij aangetekend schrijven of door elke ander gelijkwaardig middel kennis van de beslissing tot schorsing van de Minister, die een termijn van minimum 30 en maximum 180 dagen voorschrijft waarin het gecertificeerde afnemend bedrijf moet aantonen dat het aan zijn verplichtingen voldoet.

De beslissing tot schorsing heeft uitwerking vanaf de datum waarop de administratie kennis geeft van de beslissing van de Minister.

Na afloop van de termijn voorgeschreven in de beslissing tot schorsing of wanneer het gecertificeerde afnemend bedrijf haar de elementen heeft overgemaakt op grond waarvan het volgens haar orde op zaken heeft gesteld, gaat de administratie na of het gecertificeerde afnemend bedrijf waarvan het certificaat is geschorst voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het decreet en aan de voorwaarden van gebruik van het certificaat bepaald krachtens artikel 7, derde lid, van dit besluit. Als de maatregelen genomen door het gecertificeerde afnemend bedrijf waarvan het certificaat is geschorst niet volstaan of niet binnen de voorgeschreven termijn uitgevoerd werden, wordt het certificaat door de Minister ingetrokken.

§ 2. Bij besluit van de Minister geeft de administratie het gecertificeerde afnemend bedrijf bij aangetekend schrijven of via elk ander gelijkwaardig middel kennis van een nieuwe beslissing waarbij :

1° de schorsing van het certificaat opgeheven wordt en de datum wordt bepaald waarop die beslissing van kracht wordt;

2° de schorsing gehandhaafd wordt tot een bepaalde datum, waarop een nieuwe controle zal worden gevoerd;

3° het certificaat ingetrokken wordt.

Art. 15. De overgangperiode bedoeld in artikel 27 van het decreet eindigt honderd tachtig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. De termijnen waarin dit besluit voorziet worden berekend als volgt : de dag van de akte waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 17. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

BIJLAGE : Model van certificaat

 Wallonie	 Service public de Wallonie	 DGO 6
DIRECTIE WAPENVERGUNNINGEN		
CERTIFICAAT Afgegeven overeenkomstig richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap		
Certificaat nr. AA/.....		
Het afnemend bedrijf (naam van het afnemend bedrijf) Geregistreerd onder het nummer nr. (KBO-nummer) Gevestigd te (adres van de maatschappelijke zetel, straat, nummer, postcode, stad) voldoet aan de voorschriften van artikel 9, § 2, van richtlijn 2009/43/EG overeenkomstig de artikelen 10 en 11 van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten. Het gecertificeerde afnemend bedrijf en zijn hierna opgesomde productie-eenheden hebben de toestemming om defensiegerelateerde producten voor hun eigen activiteit en voor onderhouds- en hersteldoelinden te ontvangen in het kader van de algemene overdrachtsvergunningen bekendgemaakt door andere Lidstaten van de Europese Unie. Adres van de productie-eenheden		
Dit certificaat geeft toestemming om defensiegerelateerde producten in ontvangst te nemen die op de gemeenschappelijke lijst van de militaire goederen van de Europese Unie voorkomen, met uitsluiting van de volgende categorieën:		
De specifieke voorwaarden toepasselijk op dit certificaat zijn :		
Dit certificaat is geldig van..... tot (inwerkingtredingsdatum) (vervaldatum)		
Afgegeven teNAMEN..... (plaats) Op (afgiftedatum)		
Handtekening :		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2013 tot uitvoering van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten, wat de voorziene certificeringsmaatregelen betreft.

Namen, 23 mei 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE